

INTERGLOBAL

Sigfrido Ranucci intervient à l'antenne de Rai 3, quelques jours après l'attentat qui l'a visé.



PHOTO : CAPTURE D'ÉCRAN RAI

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Procès et bombes contre les journalistes en Italie

Domiziana Gioia

L'attentat contre le journaliste d'investigation Sigfrido Ranucci, en octobre dernier, est symptomatique de l'état de la liberté de la presse en Italie. Les menaces contre les journalistes gagnent en brutalité et en fréquence. Parallèlement, les médias sont de plus en plus concentrés entre les mains de puissants entrepreneurs.

Le 16 octobre une bombe artisanale qui contenait environ un kilo d'explosifs, a visé la voiture du journaliste Sigfrido Ranucci, endommageant aussi celle de la fille du journaliste d'investigation. Ranucci est le présentateur de la célèbre émission Report sur Rai 3, une des trois chaînes de la télé publique italienne. Les deux voitures étaient garées l'une à côté de l'autre devant le domicile de Ranucci à Campo Ascolano, un hameau de la commune de Pomezia, près de Rome. La Direction antimafia du parquet de Rome enquête sur cette affaire pour « dommages aggravés par des méthodes mafieuses ».

Ni Ranucci ni sa fille, qui était rentrée chez elle peu avant l'explosion, n'ont été blessés. De nombreux médias et des politiques de tous bords manifestent leur solidarité avec le journaliste. La présidente du Conseil,

Giorgia Meloni, a parlé d'un « grave acte d'intimidation », et le chef de l'État, Sergio Mattarella, a exprimé une « condamnation sévère » de cette attaque. Le ministre de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, a fait savoir qu'il avait renforcé la protection de Ranucci (qui est déjà sous protection depuis 2021).

Pour l'instant, on ignore qui en sont les responsables. Ranucci avait déjà reçu plusieurs menaces par le passé et était donc accompagné d'une escorte lors de ses déplacements, sans surveillance nocturne. Les hypothèses sur les responsables sont pour l'instant liées aux enquêtes menées par l'émission Report, par exemple sur la criminalité albanaise, les relations entre certains groupes d'ultras et l'extrême droite, ou encore les intérêts économiques liés à de grands projets, comme la construction d'un nouveau port privé pour les bateaux de croisière à Fiumicino.

Au soir du 16 octobre, vers 21h40, Ranucci était rentré chez lui à Campo Ascolano. Il avait salué son escorte et, peu après, avait accueilli sa fille qui rentrait à la maison dans une autre voiture. Peu avant 22h20, ils ont entendu une forte explosion provenant de l'allée devant la maison. La voiture du journaliste de 64 ans a été détruite,

celle de sa fille ainsi que la façade de la maison ont été endommagées. Ranucci a pu déterminer l'heure exacte de l'explosion grâce à un voisin qui enregistrerait un message vocal au moment où la déflagration s'est produite. La bombe utilisée était rudimentaire et n'était pas télécommandée. Quelqu'un aurait donc directement allumé la mèche, quelques secondes avant l'explosion, en attendant le moment où personne ne se trouvait à proximité de la maison. Un habitant du quartier a déclaré avoir vu une personne la tête couverte d'une capuche. Les carabinieri de la brigade d'enquête de Frascati et de Rome ont récupéré les vidéos des caméras de surveillance de la zone, tandis que des informations ont également été recueillies sur le trajet emprunté par Ranucci pour rentrer chez lui, afin de vérifier s'il avait été suivi.

Menaces à répétition

Ranucci avait déjà reçu plusieurs menaces par le passé, principalement liées aux enquêtes menées dans le cadre de l'émission Report, qu'il anime depuis 2017 après en avoir longtemps été l'un des principaux auteurs. Racontant les détails de l'explosion, il a déclaré qu'en 2024, deux

balles avaient été trouvées devant sa maison, peu après la diffusion d'un épisode consacré aux « négociations entre l'État et la mafia ». La découverte n'avait pas été rendue publique et, après quelques vérifications, il avait été décidé de maintenir le même niveau de protection, sans surveillance nocturne et avec un accompagnement jusqu'au seuil de sa maison. À la suite de l'explosion du 16 octobre, une révision des niveaux de protection est prévue, avec l'attribution d'une voiture blindée.

Les plaintes abusives « ont remplacé les balles » a dit le journaliste le 21 octobre lors d'un séminaire au Parlement européen à Strasbourg, à l'occasion de la remise du prix journalistique dédié à la reporter maltaise Daphne Caruana Galizia. Ranucci, connecté à distance avec Strasbourg le jour où l'hémicycle débat de son affaire, a en réalité dénoncé un problème « désormais mondial », celui des atteintes au droit à l'information. « Sans information éclairée, il est impossible de faire des choix orientés vers le bien commun », a déclaré le journaliste italien. À quelques salles de là, évoquant l'attentat à la bombe devant son domicile, Ranucci a réaffirmé son sentiment d'une « escalade », par rapport aux « faux dossiers,

INTERGLOBAL

à la délégitimation ou aux menaces constantes » reçues ces dernières années.

Sans le nommer, le présentateur de Report a pointé du doigt un député européen « qui s'est distingué pour avoir comploté contre moi, en me faisant suivre, enregistrer, et en tentant d'arrêter une enquête journalistique sur son administration ». Il s'agit de Flavio Tosi, ancien maire de Vérone et désormais élu au Parlement européen dans les rangs de Forza Italia (le parti de Silvio Berlusconi). En 2014, au cours de son deuxième mandat à Vérone, il avait accusé Ranucci de vouloir monter un dossier mensonger à son encontre. Tosi, qui avait fini dans le collimateur de Report pour le soutien électoral présumé obtenu auprès d'entrepreneurs proches de la 'ndrangheta, a intenté 19 procès et demandes de dommages-intérêts contre le journaliste, tous classés sans suite. Le député européen (alors membre de la Ligue) a quant à lui été condamné en première instance. « Si l'UE veut avoir un impact sur ses valeurs fondamentales, elle doit se doter d'instruments plus efficaces pour les faire respecter au sein des différents pays », a insisté Ranucci. Là encore, l'Italie, « malade chronique », est un cas extrême : non seulement le morcellement sauvage de la télévision publique, mais aussi le cas de l'éditeur et député de la Ligue Antonio Angelucci, dont le groupe « gère trois grands journaux ». Il est propriétaire de Libero, Il Giornale et Il Tempo par l'intermédiaire de ses filiales, dont l'acquisition de l'agence de presse AGI a pour l'instant été suspendue après des polémiques et des grèves. Angelucci est également entrepreneur dans le secteur privé de la santé et de l'immobilier, et son cas est un exemple classique de conflit d'intérêts, qui ne concerne pas uniquement la politique. D'autres exemples de concentration de propriété sont le groupe RCS d'Urbano Cairo, président de l'équipe de football Torino Calcio et éditeur de Il Corriere della Sera, La7 (chaîne privée de la télé) et La Gazzetta dello Sport ; ou encore la famille Agnelli-Elkann, propriétaire de

la Juventus, actionnaire majoritaire de Stellantis, active dans le secteur pétrolier par l'intermédiaire de sa filiale Welltech, et editrice, par l'intermédiaire du groupe GEDI, de Repubblica, La Stampa et Huffpost. Fininvest, la holding fondée en son temps par Silvio Berlusconi, possède évidemment des intérêts qui vont bien au-delà de Mediaset : Banca Mediolanum, Mondadori et l'équipe de football Monza Calcio.

Procès : « Un outil d'extorsion »

Sandro Ruotolo, député européen du Parti démocrate affirme que l'Italie est « le premier pays d'Europe pour le nombre de journalistes menacés : 516 rien qu'en 2024, plus de 7.500 depuis 2006. Au cours des six premiers mois de cette année, les incidents ont déjà augmenté de 76 %. Aujourd'hui, 29 journalistes vivent sous protection ». Ruotolo a dénoncé « le climat dans lequel l'attentat contre Ranucci est survenu » et a demandé aux responsables politiques « un engagement concret : retirer les plaintes abusives et cesser de délégitimer ceux qui font de l'information ».

L'auteur de Gomorra, Roberto Saviano, qui est intervenu dans l'affaire du présentateur de Report, a déclaré qu'en Italie, « lorsque les organisations criminelles décident d'agir contre un journaliste ou un intellectuel, elles savent qu'elles n'en paieront les conséquences qu'après des décennies ». Saviano a également dénoncé le phénomène des poursuites judiciaires abusives, qui « étouffent la liberté d'enquête ». Pour lui, il s'agit d'un « outil d'extorsion » pour obtenir des dommages et intérêts. L'accusation de l'écrivain originaire de Campanie, la politique « ne répond jamais aux questions, mais attaque la personne ». Pour Saviano, cela se produit en Italie « depuis des décennies ». Seulement, « avant, cela n'arrivait qu'à quelques-uns, mais maintenant, cela arrive à tout le monde. Tout le monde en paie le prix ».

Limiter la liberté des médias prend aujourd'hui diverses formes, loin

des méthodes dictatoriales, mais non moins efficaces et dangereuses. On peut citer comme exemples les poursuites judiciaires intimidantes, les procès abusifs, la censure dans le service public, les pressions exercées sur les journalistes « non alignées », les accusations verbales, les concentrations de propriété. Dans tous ces domaines, l'Italie est considérée comme l'un des pires pays de l'Union européenne, y compris par certains anciens pays socialistes ayant une tradition libérale-démocratique moins forte. Ce qui est arrivé à Sigfrido Ranucci est le résultat d'un long processus de délégitimation

et d'isolement. Et tout cela renvoie clairement à ce gouvernement d'extrême droite et à la culture sociale, où le débat a disparu et s'est réduit à des attaques incessantes et insistantes. Roberto Saviano a les idées bien claires à ce sujet : « Celui qui s'en prend à un journaliste sous escorte ne cherche pas à arrêter une personne, il lance un avertissement à tout le monde. L'attentat est le fruit d'années de campagnes médiatiques visant à isoler, salir et détruire civilement ceux qui osent enquêter sur le pouvoir. »

Bilan 2025 de RSF :

« Voilà où mène la haine des journalistes »

(fg) – En 2025, 67 journalistes ont été tués dans l'exercice ou en raison de leur métier, alerte Reporters sans frontières (RSF) dans son bilan annuel, publié début décembre 2025. Près de la moitié de ces professionnels, soit 43 %, sont mort-es « sous le feu des forces armées israéliennes », insiste l'organisation dans le premier paragraphe de sa présentation. Alors qu'en 2023, RSF avait dénombré 49 journalistes tués, l'un des bilans les plus bas de ces 20 dernières années, ce nombre est reparti à la hausse dès 2024 (66), en raison de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza. « Sous le gouvernement de Benyamin Netanyahu, l'armée israélienne commet un massacre inédit dans l'histoire récente contre la presse palestinienne », affirme l'organisation, qui recense 220 journalistes tués depuis octobre 2023. La Russie est également accusée de continuer à cibler volontairement des journalistes en Ukraine. Les journalistes sont victimes de la guerre, mais aussi du crime organisé, constate RSF dans son bilan, pointant particulièrement le Mexique : « 2025 est l'année la plus meurtrière au Mexique depuis au moins trois ans et le pays est le deuxième plus dangereux pour les journalistes dans le monde, avec neuf journalistes tués. » Dans son bilan, RSF fait aussi état de 503 journalistes détenu-es à travers le monde, les trois premières prisons pour les professionnels des médias étant la Chine (121), la Russie (48) et la Birmanie (47).

L'organisation lie ce bilan désastreux à la haine de plus en plus ouvertement exprimée par les responsables politiques populistes contre les journalistes, mais aussi à l'impunité qui se développe : « L'échec des organisations internationales, qui ne sont plus en mesure de faire respecter le droit sur la protection des journalistes en conflit armé, est la conséquence d'un déclin du courage des gouvernements, qui devraient déployer des politiques publiques de protection. » Selon le directeur général de RSF, Thibaut Bruttin, « de témoins privilégiés de l'histoire, les journalistes sont devenus progressivement des victimes collatérales, des témoins gênants, des monnaies d'échange, des pions dans des jeux diplomatiques, des hommes et des femmes à abattre ».